

Il faut cesser de considérer la fonction publique comme une variable d'ajustement budgétaire et demander un effort plus conséquent d'une part à ceux qui profitent des crises (le monde bancaire et les divers fonds) mais aussi à ceux qui pourraient payer plus d'impôts.

Il y a une alternative fiscale pour rendre du pouvoir d'achat à la population.



**Stop à la destruction des
Fonctions publiques,
patrimoine de ceux qui
n'en n'ont pas.**



**Grève de la Fonction publique
wallonne, communautaire et
fédérale**

le 12 octobre 2026



Pourquoi les Fonctions publiques sont-elles en grève, le 12 octobre ?

Depuis juillet 2024, les fonctions publiques subissent des attaques de tous les Gouvernements :

- **Fin du Statut** : qui empêche la politisation des décisions des administrations, empêche le clientélisme au recrutement et permet à l'Etat d'agir.
- **Mise à mal des pensions publiques** : véritable salaire différé des fonctionnaires subissant la barémisation et la modération salariale au profit de l'Etat. Alors que le salaire du Secteur privé peut augmenter chaque année sur base de la loi de 1996, les dernières révisions des barèmes des agents des fonctions publiques datent du siècle dernier.
- **Non remplacement des agents partant à la pension** : cela entraîne des surcharges de travail, un malaise au travail et surtout un service public moins bien rendu à la population notamment avec la fermeture des bureaux de proximités.
- **Attaques tout azimut** sur, entre autres, les congés de maladies, le télétravail, les primes et allocations, les services sociaux, le droit de grève (service minimum, réquisition), ...

Par cette grève nous voulons aussi montrer notre volonté de défendre le pouvoir d'achat en réclamant non seulement le maintien de l'indexation complète des salaires, l'abaissement des tarifs de l'énergie, le maintien de la Solidarité par une Sécurité sociale forte, des allocations familiales fortes, des services publics forts !